

Étude critique / Review Essay

FERNAND OUELLET*

Allan Greer — *The Patriots and the People: The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 1993. Pp. 385.

Dans *Peasant, Lord and Merchant*, Allan Greer, procédant comme si les trois paroisses du Richelieu choisies pour son étude étaient entièrement coupées de la ville, avait d'abord présenté la paysannerie comme une classe dominée et fortement exploitée par les féodaux (les seigneurs, les clercs et l'État) et par la bourgeoisie. Mais, au lieu d'utiliser, pour établir le niveau des exactions, le recensement de 1831 qui donne le détail de la récolte de chaque producteur agricole, il se servit de celui de 1765, en année de mauvaise récolte, qui, sans plus de détails sur les grains, ne mentionnait que le nombre de minots semés pour chaque paroisse. Comme son évaluation de la production exagérait le degré d'exploitation à cette étape de l'évolution du système, d'aucuns auraient pu croire qu'ainsi écrasée au départ, la paysannerie ne pourrait jamais relever la tête. Mais l'auteur véhiculait aussi l'image rédemptrice d'une classe paysanne égalitaire, puisant sa large mesure d'autonomie dans son identification avec la communauté rurale.

Ce schéma est aussi présent dans *The Patriots and the People*, animateurs, dit-il, d'un authentique mouvement révolutionnaire. Mais, comme Greer soutient qu'une révolution est fondamentalement un phénomène politique mobilisant les éléments passifs de la société à des fins de changement, il pose en plus le problème, suivant en cela Gramsci, en termes d'hégémonie et de légitimité (p. 7) plutôt qu'en termes économiques. En somme, cette paysannerie n'était passive qu'en apparence et, c'est pourquoi, le moment venu, elle aurait elle-même brisé son « atomized isolation » pour devenir une puissance politique significative. Mais, de fil en aiguille en tissant son argument plus qu'il ne le faut, il en arrive même à suggérer que, loin d'être inerte, cette classe serait presque devenue au cours de l'engage-

* Fernand Ouellet est professeur d'histoire à York University et membre honoraire du Conseil de direction de la revue *Histoire sociale/Social History*.

ment insurrectionnel l'agent le plus authentique de la démocratie et du changement social (p. 363).

Étant donné que Greer visionne le phénomène politique dans une certaine direction, il va de soi que le jeu de facteurs économiques, comme la pauvreté, n'intervient que peu (p. 50). Car, dit-il, les événements révolutionnaires se déroulèrent avant tout dans la région la plus riche de la province où les prélèvements féodaux doubleraient ceux des autres régions (tableau 2). Il est vrai qu'en 1844 la région de Montréal était peut-être toujours avantagée par rapport à Québec en ce qui concerne la condition de l'agriculture. N'empêche que, de 1831 à 1844, la production du blé, celle qui avait le plus de valeur à tous égards, s'effondra partout sur le territoire : une chute de 72 p. 100 en termes absolus et de 88 p. 100 si mesurée par occupant de terre. Ceux qui reçurent le choc le plus dur, à part et même incluant la région de Québec, furent les environs de Montréal et les concentrations francophones situées au sud de la ville. Car c'est là que les niveaux de production par occupant ainsi que le nombre de producteurs excédentaires étaient de beaucoup plus élevés qu'ailleurs. Si, encore, l'ensemble de la récolte de grains et racines s'était accrue relativement au nombre d'occupants, Greer pourrait dire qu'il y eut compensation du côté des grains de moindre valeur. Mais, là encore, il y eut dégradation relative : de 246 minots par occupant à 163 dans la région de Québec, de 253 à 234 dans Trois-Rivières, de 283 à 192 au sud de Montréal, de 447 à 90 près de Montréal et de 270 à 234 au nord de cette ville. La diminution du nombre d'animaux par ferme fut sans doute un peu moins spectaculaire mais néanmoins substantielle. Ces chiffres font ressortir ce que les maigres tableaux statistiques (p. 46, 47) masquent mal, à savoir l'importance considérable qu'il faut accorder au phénomène de l'appauvrissement en tant que facteur explicatif de la montée du mécontentement populaire et des gestes révolutionnaires. Vues sous cet angle différent, les années 1830 marquent une accélération du déclin amorcé vers 1800 d'une agriculture, basée sur le blé comme nulle part ailleurs au Canada avant 1911, et l'émergence pénible d'une agriculture mixte vouée à la médiocrité jusqu'à la fin du siècle au moins. En effet, même si les sols étaient beaucoup plus riches dans la région de Montréal, les performances agricoles par occupant y furent, de 1851 à 1911, inférieures à ce qu'elles étaient dans l'Est de l'Ontario.

La pauvreté joua d'autant plus un rôle dans la région de Montréal que les prélèvements féodaux y étaient beaucoup plus lourds qu'ailleurs et que les industries reposant sur le travail saisonnier y étaient sous-représentées dans les campagnes. Même dans ses tableaux statistiques (p. 46, 47), cette région figure au second rang en 1831 et au troisième en 1844 pour ces activités. En vérité, pour éponger un peu les effets d'une agriculture plus mal en point, les cultivateurs, leurs fils et les journaliers de la région de Québec bénéficièrent plus qu'ailleurs de la présence à Québec et en milieu rural de ces activités liées à la forêt, à la construction de vaisseaux de tous genres,

à la pêche et à la navigation. Aussi, les journaliers y étaient-ils moins nombreux que dans la région de Montréal où ils étaient rassemblés dans les villages et y formaient un prolétariat instable en quête de terres et d'emplois, représentant, selon nos chiffres, 16 p. 100 des 34 455 chefs de maisonnée à Montréal contre 10 p. 100 des 18 900 chefs de maisonnée de la région de Québec.

Donc, appauvrissement de la paysannerie et prolétarianisation sont des signes évidents d'inégalités et de divisions croissantes dans la société en général et parmi les paysans eux-mêmes. Greer ne nie pas complètement la possibilité d'une certaine fragmentation de la classe paysanne (p. 40), mais il la déclare tellement minime comparée à la France et la Russie pré-révolutionnaires, et même à l'Angleterre industrielle. Aussi soutient-il que l'homogénéité de cette classe était encore intacte (p. 40) à la veille de 1837. Pourtant, l'inégalité avait toujours existé à cet égard d'une région à l'autre, d'une paroisse à l'autre et, à l'intérieur de celles-ci, entre les paysans eux-mêmes. Avec le temps et le changement, ces écarts s'étaient simplement accentués. En 1831, les disparités en ce qui regarde la dimension des terres et les différents éléments de la production étaient considérables. Dans la région de Montréal, selon nos chiffres, 35 p. 100 des 24 458 parcelles recensées par nous étaient dans la catégorie des 50 arpents et moins, alors que 22 p. 100 se situaient au-dessus de 100 arpents; 49 p. 100 des 16 754 producteurs de blé récoltaient 50 minots et moins et 27 p. 100 d'entre eux plus de 100 minots. Contrairement à ce que prétend Greer, il y avait en 1831 un groupe significatif de paysans dont le statut économique se rapprochait de celui de la petite bourgeoisie et un autre à proximité des journaliers. Lorsqu'il affirme (p. 42), à la suite de Lucie Blanchette-Lessard et Nicole Daigneault-Saint-Denis, que le profil des rebelles de Laprairie et Deux-Montagnes correspondait à celui de la population environnante, il oublie à leur suite que les patriotes identifiés et mis en rapport par ces auteures avec le recensement de 1831, année de bonne récolte relative, étaient, non pas des patriotes moyens, mais, dans l'immense majorité des cas, des chefs et des militants. En somme, des bourgeois et des notables pour une large part, que ces derniers fussent artisans, cultivateurs ou journaliers. Ajoutons qu'ils étaient beaucoup plus âgés que la moyenne.

Donc, une paysannerie à la fois disposée et incitée au mécontentement, ayant en plus le sentiment d'être coincée dans les seigneuries et menacée par les immigrants. Si Greer n'avait pas été si attentif à démontrer la priorité des réactions anti-féodales, il n'aurait pas marginalisé à ce point la question démographique. En effet, pour les paysans, les artisans et les journaliers désireux d'établir leurs fils, la rareté des terres, dans un contexte de haute natalité, fut un événement d'autant plus capital qu'elle était accentuée par les pratiques restrictives des seigneurs en matière de concessions. Il est vrai que ces paysans exploités auraient pu trouver en cela des raisons supplémentaires de s'en prendre aux seigneurs. Mais, comme la rareté réelle de terres était fort élevée, l'accès aux terres des townships apparût plutôt comme la

solution rêvée du point de vue survivance économique et culturelle des familles. D'ailleurs, depuis le début du siècle, les chefs nationalistes avaient non seulement raconté que les mauvais seigneurs étaient anglais, mais que tout le territoire situé en dehors des seigneuries appartenait à la nation et devait être converti en fiefs. Aussi avaient-ils dénoncé avec une agressivité croissante le gouvernement, les propriétaires de townships et les compagnies des terres, les accusant de réserver ces terroirs pour les immigrants à l'exclusion des Canadiens français.

En effet, depuis 1815, l'immigration massive britannique avait transformé radicalement l'équilibre entre les groupes ethniques dans les villes et modifié substantiellement la présence anglophone en milieu rural seigneurial. Ces immigrants, surtout les protestants, s'étaient dirigés avec plus d'intérêt encore qu'autrefois vers le district de Montréal. À tel point qu'en 1851 63 p. 100 des ruraux anglophones et 60 p. 100 des urbains de même origine habitaient dans le district de Montréal. Comme cette immigration était en grande majorité composée d'individus décrits comme artisans, fermiers et journaliers en compétition avec les Francophones, elle eut partout des conséquences sur les rapports socio-ethniques à tous ces niveaux. Déjà en 1831, la ville de Québec était à 45 p. 100 anglophone et Montréal à 52 p. 100.

La domination numérique des Anglophones, solidement implantée à Québec, s'exerçait plus encore à Montréal dans les milieux d'affaires, chez les professionnels et les artisans. À Québec, 39 p. 100 des artisans étaient anglophones, alors qu'à Montréal la moitié des journaliers était de même origine. Il va sans dire que cette domination croissante, plus évidente encore au niveau des grosses entreprises, eut des effets décisifs sur le développement du nationalisme et du mouvement patriote, dont le haut leadership, centré à Montréal, était avant tout urbain et dont la clientèle populaire était nombreuse dans ce milieu. Cette emprise s'étendait aussi à la campagne seigneuriale où elle s'exerçait d'abord par le biais de seigneurs et de cultivateurs, mais aussi de marchands et d'artisans anglophones sur-représentés dans les villages.

Cette compétition active et variée des Anglophones en milieu rural était d'autant plus ressentie que les immigrants protestants s'établissaient en plus grand nombre dans les cantons autour des seigneuries et s'y affirmaient comme majorité. Pour les paysans, l'immigrant, c'était de plus en plus celui qui venait acheter des terres parmi eux, limitait l'accès de leurs fils aux terres des townships et aux emplois urbains. De là, ces propos violents et meurtriers qu'on entend contre le gouvernement qui voudrait voler « nos » terres pour les donner à d'autres et contre les gens des vieux pays, dont on promet même de tuer les femmes et les enfants advenant une victoire patriote. C'est donc par ce biais que le discours nationaliste abrasif des dirigeants patriotes fut le mieux absorbé par les paysans, les artisans et les journaliers ruraux, se sentant culturellement et économiquement menacés. Tout cela, comme les menaces faites aux membres d'une communauté franco-

phone protestante au sud de Montréal : *nous voulons une seule religion ici*, est soit passé sous silence par Greer ou, dans le cas des attaques faites contre les Anglophones, est sous-pesé par lui en disant qu'elles étaient dictées par le seul besoin de sécurité militaire immédiate (p. 187). S'il y a un rêve qui a progressé ici et n'a pas attendu les événements de Deux-Montagnes pour se cristalliser, il est nationaliste et exclusif, mais certainement pas démocratique et libéral.

Dans le chapitre « Potatoes in a Sack », comme Greer ne distingue pas vraiment entre ruraux, paroissiens et habitants, son discours vise finalement à démontrer qu'il existait au niveau de la paroisse une communauté paysanne égalitaire qui, selon lui, pouvait prendre l'initiative et s'opposer aux autorités religieuses. Les quelques exemples de sociabilité qu'il mentionne, notamment les mariages, sont intéressants, mais font peu avancer les choses à cet égard. Car les communautés rurales de l'époque étaient diversifiées géographiquement, socialement et ethniquement. Sans compter les solidarités et les rivalités de familles qui chevauchaient les classes, dont Greer ne dit mot. Ce qui veut dire qu'elles étaient aussi bien des lieux d'inégalités, de prestige et de compétition que des lieux de solidarité. Ainsi, en 1831, les 34 455 maisonnées rurales de la région de Montréal, couvrant 74 paroisses, étaient ainsi stratifiées : commerçants, professionnels, autres 11 p. 100, cultivateurs 65 p. 100, artisans 8 p. 100 et journaliers 16 p. 100. Les paysans étaient majoritaires, mais quelle était leur marge de pouvoir? Vues sous cet angle, les chicanes sur le choix d'un site pour la construction des églises, dont il fait état, mobilisaient sans doute des paysans contre des paysans, mais aussi, dans chaque camp, les autres éléments de la société. Fort souvent, le curé devenait partie prenante dans ce différend que l'évêque devait alors trancher. C'est qu'il s'agissait d'abord d'un problème de relation au territoire plutôt que d'un conflit paysans-curé. De même, lorsque Greer prétend, à notre grand étonnement, que la fonction de marguillier, source importante de prestige et de respect, aurait été l'« exclusive preserve of the peasantry » (p. 65), il est évident qu'il se laisse emporter par son sujet. Son seul argument à cet égard est que ces personnages étaient élus par les propriétaires, donc par une majorité paysanne; un peu comme si cela suffisait pour dire que la Chambre d'Assemblée était, pour cette raison, devenue la chasse-gardée des paysans et des artisans urbains. Pour se convaincre du contraire, il aurait simplement pu inventorier le *Dictionnaire biographique du Canada*, ce recueil des élites et des notables qui les fait voir courtisant avec la même ardeur les fonctions de marguilliers, d'échevins, d'officiers de milice et de juges de paix.

Dans la même veine, Greer soutient que, dans une société aussi hiérarchisée que la bas-canadienne, où, notons-le, le seigneur et le capitaine de milice avaient chacun droit à un banc séparé au premier rang dans l'église et où des notables pouvaient y être inhumés, le reste de la population avait un égal accès à ces bancs. Cela va à l'encontre du fait que la technique de la vente à l'encan, alors en usage, était plutôt un moyen par lequel les

individus pouvaient se démarquer socialement de leurs voisins. D'ailleurs, sans le vouloir, Greer se trouve à abonder dans ce sens lorsqu'il signale que les paroissiens pauvres étaient relégués dans les escaliers (p. 61). Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute qu'à Sault-au-Récollet, en 1778 et en 1804, le prix des bancs reflétait d'assez près les inégalités sociales, y compris les disparités entre les paroissiens de toutes catégories qui pouvaient en avoir, puisque les montants variaient de 6 à 36 livres et que le pourcentage de ceux qui payaient de 13 à 36 livres s'éleva de 13 à 32 p. 100.

On ne peut donc être surpris que, dans son effort pour hisser de plusieurs crans les initiatives paysannes, Greer ait accordé une importance énorme au phénomène du *charivari* : 35 pages réparties en deux chapitres, soit 10 p. 100 du texte. Aussi promène-t-il d'abord le lecteur dans le temps et à travers le monde pour en arriver finalement à décrire le rituel et les symboles attachés à la pratique locale. Il décortique si bien ces derniers éléments que le phénomène en sort à peu près purifié. Au point que le lecteur oublie presque qu'il s'agit de bandes masquées, opérant dans la noirceur, stimulées par l'alcool, lançant les menaces et terrorisant des mariés mal assortis par l'âge, soi-disant pour avoir contracté une alliance motivée par le gain ou l'appétit charnel. Tout cela pour une dizaine de charivaris identifiés de 1717 à 1837. Mais Greer prétend néanmoins que, même si les documents n'en font pas état, ces événements étaient fréquents et le devinrent davantage après 1810 (p. 70). Évidemment, il ignore le nombre annuel de mariages mal assortis dans les villes et les campagnes, aussi bien que le pourcentage de ceux qui firent l'objet d'un charivari. Peut-être moins de cinq charivaris par an! Greer précise que ceux-ci eurent surtout lieu en milieu urbain, puisque les cibles visées étaient des gens fortunés (p. 79). Comme un charivari ne s'improvise pas, on peut croire que les vrais instigateurs de ces ralliements, agissant eux aussi dans l'ombre, appartenaient au même milieu que les conjoints. Mais quels étaient les motifs de ces personnes qui, s'érigeant ainsi en gardiennes de la rectitude religieuse et sociale, appelaient la populace au charivari? Le désir sincère d'affirmer la sainteté du mariage ou, plus mesquinement encore, la jalousie ou la vengeance ou ...? En tout cas, selon nous, rien de spontané de la part des éléments populaires qui participaient volontiers à ces événements sinistres et contribuaient sans doute autant à sa couleur qu'à son sens. Pourtant, quelle semence de démocratie populaire!

Tout ce long discours de Greer n'est que prélude à sa discussion sur l'usage accru du charivari par les Patriotes en 1837. En effet, à la convention de Saint-Charles, une des résolutions demandait la démission des officiers de milices et juges de paix nommés par le gouvernement et leur remplacement par des personnes élues par le « peuple ». Mais c'est seulement sur une portion réduite du territoire au sud de Montréal, où les chefs étaient les plus radicaux, qu'on eut recours au charivari pour venir à bout des récalcitrants. Partout ailleurs, même là où il y eut des objecteurs, comme ce fut le cas dans Deux-Montagnes, les démissions furent obtenues

par des menaces ou des attaques ouvertes. Greer dit qu'il n'est pas possible d'évaluer le nombre de charivaris (p. 255). À vrai dire, pas plus d'une douzaine selon notre compte, tous confinés dans le même coin de pays. Quoi qu'il en dise, il est évident, pour qui possède une vue d'ensemble des sources, que, charivaris ou non, la prise de contrôle des milices et de la justice locale par les Patriotes faisait partie d'une stratégie élaborée en haut, transmise vers le bas par voie hiérarchique et exécutée par les chefs régionaux et locaux. Ainsi, au cours des deux charivaris décrits par Greer, les chefs locaux et régionaux, qu'il s'agisse du notaire Bardy de Saint-Athanase ou du docteur Côté de Saint-Valentin, président aux manifestations toujours à titre d'instigateurs et, au moment de l'événement, à titre de commandants ou de surveillants (p. 243–255). Cette histoire qui relève du fanatisme et, jusqu'à un certain point, de la manipulation des milieux populaires, est censée, selon Greer, démontrer l'autonomie des paysans, leur capacité d'agir ensemble et de s'opposer, en même temps que leurs aspirations au « self-government » (p. 86). Pour donner plus de poids à son diagnostic, celui-ci ajoute qu'avec la cléricatisation de la société après 1840 le charivari devint une arme plus violente fréquemment utilisée contre les non-conformismes de toutes sortes. À bien y penser, n'est-on pas en présence d'un discours historique qui exagère le degré d'initiative populaire et confond démocratie, terrorisme et dictature populaire?

Le chapitre « L'habitant et l'État » n'est qu'une variation sur le même thème. Au départ, dit Greer, un État colonial plutôt primitif et dépendant de Londres, qui entretient peu de contacts avec les ruraux (p. 87–89). Plus spécifiquement, un judiciaire confiné aux villes et, en milieu rural, des juges de paix limités dans leur juridiction et peu crédibles. Ceux-ci inspiraient, dit-il, d'autant moins confiance qu'ils étaient choisis parmi les seigneurs, les professionnels et les marchands et, d'une façon disproportionnée, parmi les Anglophones (p. 91–95). Ce qui incitait encore davantage les habitants à régler entre eux ou par arbitrage leurs différends et même certains délits criminels. Ici encore, Greer sous-estime la fréquence du recours des justiciables d'origine paysanne aux bons offices de ces juges de paix et, hors ce cercle, des seigneurs, des curés ou des bourgeois de la place plutôt qu'à leurs pairs. Comme ces juges n'étaient pas aussi coupés de la population qu'il le dit et qu'ils avaient peur, on comprend qu'en 1837 la grande majorité de ces officiers ne se firent pas prier pour résigner leur commission, étant assurés d'être simplement reconduits ou élus.

Cette tendance à exagérer l'autonomie et la marge de manoeuvre, pourtant réelles, des paysans est encore plus marquée lorsqu'il s'agit des officiers de milice, surtout des capitaines. À l'exemple de nombre de ses devanciers, Greer perçoit les capitaines comme l'avant-garde de la démocratie populaire. Pourtant, ces officiers étaient aussi choisis par le gouvernement, sur recommandation des seigneurs et des bourgeois qui contrôlaient les échelons supérieurs d'une organisation fortement hiérarchisée, reflétant d'assez près à tous les niveaux la structure des élites. À cet égard, la sur-représentation

des Anglophones dans ce groupe n'a pas lieu d'étonner. Bien plus, depuis 1815, le caractère élitaire du corps des officiers s'était accru puisque les milices elles-mêmes avaient acquis, à cause de leur inactivité, une allure presque honorifique. Étaient-elles toujours armées? Si oui, on pourrait s'interroger sur les raisons du soi-disant manque de fusils en 1837. Ajoutons que, depuis la mise en place des juges de paix, le rôle du capitaine avait été réduit considérablement. Mais Greer, se laissant mener par sa vision d'une paysannerie homogène, maître du monde rural et créatrice de légitimité, prétend qu'en milieu rural les capitaines et les lieutenants étaient pour la plupart des « habitants », la minorité étant composée de bourgeois ou de professionnels vivant dans les villages (p. 103). Il affirme en plus que le cérémonial populaire de la plantation du mai, tout ambigu qu'il était (p. 109), suffisait à ériger le capitaine en véritable chef de la communauté rurale (p. 113). En vérité, comme par le passé, les officiers, qu'il dit « habitants », étaient sélectionnés parmi les individus proches des classes moyennes, soit par leur statut économique soit par l'influence de leur famille. Si Greer n'avait pas confondu communauté rurale et communauté paysanne, on comprendrait peut-être mieux que la plantation du mai, également pratiquée à l'égard des seigneurs, n'était après tout que la reconnaissance par la population concernée, et non par les seuls paysans, d'une autorité basée sur une légitimité sociale préalable et limitée à une juridiction spécifique?

Il en allait autrement du système parlementaire qui appelait la participation directe, en tant qu'électeurs et que candidats, de l'ensemble des paysans aux affaires de l'État. En effet, en étendant le droit de vote aux propriétaires ruraux, il les intégrait dans le processus électoral au point que, dans les campagnes, le résultat des élections dépendait essentiellement du vote paysan. En fait, Greer ne prétend pas que l'assemblée législative était peuplée de paysans, mais il affirme sans plus après bien d'autres que presque tous les chefs de maisonnée, parmi lesquels les paysans constituaient la grande majorité, avaient le droit de vote. Pourtant, ce qui pouvait être vrai en 1791 ne l'était plus en 1830. Car, en 1831, la proportion des locataires avait augmenté, atteignant même 27,5 p. 100 en milieu rural montréalais. Dans les villes et les bourgs de Trois-Rivières et Sorel, où les conditions d'admissibilité au vote des locataires aussi bien que des propriétaires étaient plus complexes, un nombre croissant de chefs de famille dans les groupes socio-économiques les plus vulnérables, en particulier les artisans et les journaliers, se trouvèrent disqualifiés par cette évolution capitale, dont Greer ne dit mot. Cette situation constituait une forte incitation à promouvoir le suffrage universel et le vote secret. Mais, la grande majorité des dirigeants patriotes était plus réactionnaire à cet égard que ses adversaires, tenant mordicus au critère de la propriété (p. 127). À vrai dire, seul le petit groupe des patriotes le plus à gauche, à peu près réduit au silence avant 1836, préconisait un changement, dont les paysans ne voulaient pas, semble-t-il, et qui aurait visé à mettre une fraction importante des milieux populaires ruraux et urbains dans le coup. Que Greer ignore ces exclusions et

sous-estime sérieusement la nature des tensions entre la gauche et la droite à l'intérieur du parti patriote tient à sa perspective et non aux faits.

Car, pour lui, le Bas-Canada était d'abord un lieu de conflits politiques entre des configurations hégémoniques illégitimes et des groupes aux visées également hégémoniques mais légitimes. Même s'il admet que les élites patriotes étaient motivées jusqu'à un certain point par l'intérêt et l'ambition, il prétend que, depuis le début du siècle, elles avaient exercé avant tout un *leadership moral et intellectuel* sur le peuple qu'elles voulaient éduquer dans le meilleur sens du terme. De là, le côté presque idyllique de son analyse du parti et du mouvement patriotes, dont la vocation était, dit-il, démocratique, républicaine, libérale et populaire : « a call to *the people* to take up the rights and responsibilities of active participation in the affairs of the nation » (p. 135). Si ce rapport des élites au peuple souverain fut aussi authentique pendant ces trente années d'intimité, qu'il le dit, comment expliquer que, selon Greer, elles agissaient encore au printemps 1837 comme si l'apprentissage politique de leur clientèle populaire avait à peine débuté (p. 141)? Donc, dans cet univers de pureté politique toute républicaine, au message presque universel, il n'y avait pas de place pour le paternalisme et la manipulation d'un peuple illettré et plus pauvre que ses chefs. En vérité, la réalité d'un parti politique axé sur la lutte pour le pouvoir à son profit, idéologiquement polarisé par le nationalisme mais divisé quant au type de société rêvée échappe à Greer. Car, ce parti, adonné au culte de la personnalité, s'était pourtant doté d'une structure de direction complexe encadrant ses partisans urbains et ruraux. Depuis longtemps, il avait appris à élaborer des stratégies et des programmes électoraux adaptés aux circonstances changeantes d'une société en état de crise.

Ce fut d'ailleurs le cas lorsque, quelques années après 1830, évoquant le modèle républicain et jacksonien, le parti opta pour une vision républicaine de l'avenir. Dès 1832, la question de l'élection des conseillers législatifs fut mise de l'avant et polarisa l'attention lors de l'élection générale de 1834. Greer reconnaît ces faits, mais il oublie de dire que l'élection de ces conseillers n'était qu'un élément, sans doute central, dans une stratégie, dont Papineau était l'auteur, et qui visait à promouvoir la mise en oeuvre du principe électif (selon le critère de la propriété) à tous les niveaux où se trouvait un pouvoir. Vu sous cet angle, ce principe était le symbole d'une hégémonie francophone à construire, quitte pour les Anglophones à s'intégrer ou à partir. Bien sûr, les juges de paix et les officiers de milice étaient visés par ce plan. Donc, contrairement à ce que Greer affirme (p. 229), la décision prise en 1837 d'exiger, par la force si nécessaire, leur démission et leur remplacement par des personnes élues, était bien antérieure aux gestes posés durant l'été dans Deux-Montagnes et à la résolution du 23 octobre passée à cet égard à la convention de Saint-Charles. Si Greer avait pris ces faits en considération, il aurait été obligé d'admettre, premièrement, que la stratégie patriote, visant à une quasi-indépendance par des moyens politiques normaux, était celle d'avant 1837 et était aisément adaptable aux

exigences d'un mouvement révolutionnaire, et deuxièmement, que l'ascendant bourgeois fut maintenu plus qu'il ne le dit à cette étape et que, par conséquent, la marge de manoeuvre des éléments populaires, bien que réelle, déborda moins qu'il ne le suggère celle permise par les chefs.

Marquer ces continuités et ces contraintes, c'est aux yeux de Greer « gloser » sur les antécédents. Car, pour lui, « no one decides to have a revolution. It is something that happens » (p. 7). En effet, il reconnaît que la rhétorique des chefs était révolutionnaire, mais, en bons chefs hégémoniques, ils se seraient, dit-il, contentés dans la pratique d'animer la conscience populaire et de créer, en commun avec des paysans et des artisans, des instruments de résistance à l'oppression (p. 146). Le reste étant simplement du domaine de la dialectique des mouvements révolutionnaires, interrompue, il faut dire, par l'intervention des troupes après le 18 novembre. Ce qui permettra aux bourgeois patriotes de prétendre après la défaite qu'ils avaient été injustement attaqués. Donc, d'après Greer, le mouvement des assemblées de paroisses et de comtés et leur ampleur multipliée, lors de la convention des six comtés du 23 octobre et de celle, à une échelle plus vaste encore, prévue pour le 4 décembre, étaient des gestes défensifs. Il en était ainsi des institutions révolutionnaires mises sur pied à partir de mai 1837. Greer est si lié à l'argument du processus dialectique, que même l'admission par les acteurs eux-mêmes, directe dans le cas de Wolfred Nelson et indirecte dans celui de Papineau, de leur intention de renverser le gouvernement, n'a aucune valeur probatoire à ses yeux (p. 298–299). Pourtant, le caractère prémédité et offensif de l'insurrection de 1838 n'est plus à démontrer, même aux yeux de Greer (p. 349). Et, au cours de cette équipée, les insurgés ne furent ni mieux organisés ni mieux armés que l'année précédente.

Au fond, en présentant les chefs patriotes dans *Parish Republics* et ailleurs comme des intellectuels en intime interaction avec le peuple, Greer essaye de créer un large espace pour l'entrée en scène autonome des plébéiens dans la ronde révolutionnaire et démocratique. Mais quel peuple et quelle démocratie? Une démocratie libérale ou totalitaire? Dans les assemblées à tous les niveaux, comme à la convention de Saint-Charles et dans les réunions des *Fils de la liberté*, les résolutions furent préparées en petit comité par des dirigeants bien au courant des volontés du parti. C'est pourquoi elles furent assez semblables d'un endroit à l'autre et évoluèrent de la même façon. Ainsi, l'idée de convention ou d'assemblée constituante si chère à Papineau, fut entérinée par la plupart des assemblées. Puis, accompagnées d'envolées oratoires au moment de l'assemblée, les résolutions furent soumises et secondées par des dirigeants : des bourgeois ou des notables paysans, artisans ou journaliers, choisis à l'avance. Le plus souvent, ces derniers exerçaient des fonctions dans les milices, la justice ou parmi les marguilliers. Dans un dernier temps, en pleine atmosphère de fête, elles furent présentées, non au peuple, non aux propriétaires, mais aux croyants patriotes qui, après applaudissements et sans dissidence, les acceptaient. S'il y eut désaccord parmi les chefs, celui-ci avait été exprimé

et la rupture consommée à la réunion préliminaire. Il va sans dire que cette semblance de démocratie présida aussi à l'élection des officiers de milice et des juges amiables-compositeurs, dont l'origine sociale n'était pas tellement différente de celle des officiers nommés par le gouvernement. Si la plupart de ceux qui n'étaient pas d'accord étaient forcés au silence ou feignaient le patriotisme, que devient la thèse de Greer sur la démocratie populaire (p. 225)?

Mais assez vite en fin de mai 1837, la rhétorique devint de plus en plus violente en même temps que les institutions révolutionnaires créées dans et hors les assemblées s'ajustaient aux nécessités d'une action plus radicale, stimulée en partie par les réactions des adversaires. Dès lors, la peur prit de plus en plus de place dans le paysage. Dès juillet dans Deux-Montagnes et un peu plus tard ailleurs, se précisa pour de bon la marche vers l'unanimité par la force. Les premiers visés, les adversaires politiques bien connus, furent neutralisés soit par des avis bien sentis, soit par des menaces de mort et de représailles, soit par des charivaris, par le pillage ou les attaques de toutes sortes. Bien sûr, il s'agissait d'Anglophones et de « traîtres » canadiens-français, qu'ils fussent seigneurs, marchands, cultivateurs, artisans ou journaliers. Des individus et des noyaux de peuplement hostiles au projet patriote furent désarmés, souvent avec promesse de rétributions plus tard. Les pillages n'eurent pas seulement pour but, comme le veut Greer, de ravitailler les rassemblements patriotes et de soulager les pauvres, mais aussi de satisfaire l'avidité des individus. Pour sa part, Chartrand de la paroisse de Blairfindie, dont Greer ne dit mot, n'eut pas le loisir de passer devant un juge amiable-compositeur, avant d'être exécuté sommairement, pour des raisons plutôt crapuleuses, comme traître, alors que Walker fut tué au cours d'un raid contre un Anglophone.

Lorsque le temps vint de mobiliser les effectifs patriotes, de les diriger vers les camps et au combat, les commandements impérieux et menaçants furent également la norme. Cette situation ne changea aucunement avec l'arrivée des chefs urbains qui avaient quitté Montréal en hâte par crainte d'être arrêtés, et dont plusieurs supplantèrent les chefs locaux à la direction des opérations militaires. À cet égard, les généraux Brown et Girod, l'un à Saint-Charles et l'autre à Saint-Eustache, ne furent guères différents de ceux auxquels ils s'étaient substitués. La peur et la violence furent de tels ingrédients et jouèrent d'une façon si complexe et contradictoire dans ces événements qu'il faut avoir les yeux bouchés pour ne pas y voir un immense problème au niveau de la direction. Conjurer la peur de toutes sortes de façons, plus particulièrement en racontant des sornettes sur l'aide américaine, furent au coeur de la situation. En lisant les documents, on ne peut échapper à la conviction qu'un grand nombre de ces chefs, des plus petits aux plus grands et tous forts en rhétorique, furent si incapables de tenir le coup, qu'ils abandonnèrent plus ou moins leurs hommes au moment critique. Ce qui ne veut pas dire que ceux parmi les Patriotes qui, plus tard, invoqueront la crainte et la contrainte pour se disculper, n'étaient pas

coupables. En tout cas, il est remarquable que les deux seuls endroits où il y eut des chefs forts et convaincus, à Saint-Denis le docteur Nelson et à Saint-Eustache le docteur Chénier, furent ceux où les Patriotes démontrèrent leur valeur. En vérité, les *Parish Republics* n'étaient pas des républiques plébéiennes, comme le veut Greer, mais des dictatures patriotes animées par des bourgeois et des plébiens. Il est évident que, depuis 1830, la démocratie appuyée sur les droits individuels n'avait jamais été la première en cause dans ce conflit, mais plutôt la nation et son indépendance. C'est à ce niveau qu'émotionnellement et autrement les bourgeois et les milieux populaires étaient d'abord liés.

Contrairement à ce que raconte Greer, les élites patriotes se sont, entre autres, livrées à la propagande, au terrorisme et à la manipulation des milieux populaires, sans pour autant leur enlever la possibilité d'agir jusqu'à un certain point dans le sens qui leur convenait. À cet égard, la question nationale, parce qu'elle avait dominé l'agenda des chefs politiques canadiens-français depuis le début du siècle, était la plus représentative de toutes. Pendant tout ce temps, l'idée de nation accompagnée de celles de pouvoir pour la majorité, d'indépendance et de souveraineté du peuple avaient été véhiculées dans les milieux populaires. Enrobé plus ou moins, selon la conjoncture, de libéralisme politique ou de républicanisme, le discours des chefs et des militants était devenu de plus en plus nationaliste à mesure que la société s'était polarisée selon l'ethnicité. Comme les paysans, les artisans et les journaliers ruraux étaient préoccupés par la rareté des terres et l'immigration étrangère, ils se montrèrent fort réceptifs au discours des élites sur la nation. Rien de stupide en cela, puisque l'établissement des enfants, la stabilité des familles et l'avenir culturel étaient encore des préoccupations plus vitales à leurs yeux que la question féodale que seulement certains dirigeants du parti soulevèrent sur le tard. Dans ces conditions, comment peut-on croire Greer lorsqu'il affirme que la conquête de la démocratie et de la république étaient les objectifs premiers de ces plébiens ruraux, l'indépendance nationale ne venant qu'au troisième rang? Devenir indépendants comme les États-Unis était le mot-clef soufflé par leurs élites et incorporé dans leur rêve, le reste étant finalement affaire de conjoncture : la démocratie, la république et la monarchie. À propos de monarchie, Greer semble ignorer que l'idée de couronner Papineau venait des adversaires des Patriotes qui, vers 1834, l'avaient propagée pour ridiculiser le leader charismatique et autoritaire. Mais, une fois admise dans les milieux populaires, elle avait été apprivoisée : Papineau-roi, symbole de la souveraineté de la nation (p. 195).

Parce que Greer surestime le caractère homogène des partis canadien et patriote, il situe la lutte anti-féodale avant le nationalisme parmi les motifs de l'engagement révolutionnaire paysan. Pourtant, les rivalités régionales et locales s'étaient d'autant plus manifestées avant 1830 que la direction du parti avait été sans cesse contestée. Mais la force croissante de la fibre nationaliste, la personnalité de Papineau et les circonstances contribuèrent

par la suite à reléguer ces antagonismes au second plan. Il est vrai que la radicalisation du début des années 1830, bien que provoquant la défection de nombre de réformistes influents, donna l'impression que la cohésion et l'harmonie régnaient pour de bon dans le parti. Bientôt, cependant, de fervents nationalistes firent peu à peu émerger la question sociale en des termes réprouvés par la majorité qui pensait l'avenir surtout à partir des vertus intrinsèques de l'indépendance politique. C'est ainsi, comme en fera état la déclaration d'indépendance de Nelson de 1838, que le suffrage universel, la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition du régime seigneurial, de la Coutume de Paris, des dîmes et de la prison pour dettes firent partie d'un agenda social mis peu à peu de l'avant par cette aile gauche du parti. Parmi ceux qui se sentirent menacés par cet agenda, il y eut les défenseurs intransigeants de la seigneurie, à la tête desquels se trouvaient des seigneurs comme les Papineau et les Viger, qui commandaient les plus larges appuis dans le parti, ainsi que des réformistes qui, pour sauver cette institution, avaient proposé dans les années 1820, sans pousser les choses plus loin, un retour illusoire à une supposée pureté originelle. La déclaration d'indépendance la plus représentative de l'idéologie de ce groupe dominant était l'Américaine de 1776 reprise dans l'adresse de la convention de Saint-Charles d'octobre 1837, qui ne contenait aucune provision pour l'abolition du régime seigneurial. Mais, au fur et à mesure que la lutte politique se fit plus intense, les tenants du changement radical furent de plus en plus tentés de se prononcer ouvertement. Finalement, en 1836, le docteur Côté décida que le moment était venu de dénoncer les exactions seigneuriales et cléricales. Une fois le contexte révolutionnaire mis en place, les Côté, les Nelson et leurs partisans eurent davantage les mains libres pour propager leur message. Les tensions entre les uns et les autres s'accrurent si bien par la suite que le tout éclata en un conflit acrimonieux après la faillite de 1837. Evidemment, Greer minimise ces conflits et ces rapports de force de façon à monter en épingle le caractère anti-féodal de la lutte (p. 260–282). Il est vrai que, partout où ce message féodal fut propagé, les réactions paysannes furent positives. Mais celui-ci vint trop tard pour que la dimension sociale ait le temps de prendre le pas sur les autres. Le fait est qu'à l'égard du régime seigneurial, de la dîme et de la Coutume de Paris, il y avait plus d'abolitionnistes parmi les adversaires des Patriotes que parmi les chefs et les militants patriotes.

À travers tout son livre, Greer promène sans cesse le lecteur à travers le monde pour montrer que les choses sont pareilles et pas pareilles ici et ailleurs. Dans bon nombre de cas, ces remarques sont bien appropriées et donnent le sentiment d'une mise en perspective. Mais, à tout moment, on y lit que ce qui se passait dans le Bas-Canada se produisait dans tout le monde occidental. Comment est-il possible que, sur un espace aussi vaste, divers et compartimenté, les choses puissent arriver partout en même temps et avoir partout le même sens? Greer semble avoir oublié que les rhétoriques voyagent plus vite que les institutions et, surtout, que les contextes,

immédiats et plus larges, qui les fondent, en disent le sens et la portée. Certains lecteurs seront impressionnés par l'érudition de l'auteur. D'autres auront cependant la conviction que, trop souvent, cette multitude de rapprochements ne contribue qu'en apparence à la démonstration. D'autant plus qu'ayant fait tout cet effort, Greer mène son étude à peu près comme si le mouvement patriote n'avait pas eu de bases urbaines.